

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

L’Aile Rouge

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste*
de Dassault Mérignac et Martignas



La lutte des Vertbaudet, c’est notre lutte à tous !

Depuis deux mois, les ouvrières de Vertbaudet près de Lille ont engagé une grève pour des augmentations de salaires de 150 euros. La police au service des patrons est déjà intervenue plusieurs fois pour déloger leur piquet de grève.

Le 16 mai, la brutalité policière a franchi un nouveau cran : une ouvrière s’est retrouvée aux urgences à l’hôpital. La veille, deux militants venus en soutien avaient été arrêtés. Et le lendemain, c’est un des syndicalistes de l’entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui.

Au moment où nous écrivons, la grève continue face à la rapacité et brutalité du patronat et de l’État, les mêmes qu’ils ont déployé face aux travailleurs mobilisés contre la casse des retraites, ou à Mayotte contre les pauvres et migrants des bidonvilles.

11 millions de bénéficiaires, 0 % d’augmentation

L’entreprise Vertbaudet appartient à un riche fonds d’investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d’investissements. Elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c’est 0 % d’augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « *travailler plus pour gagner plus* »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l’appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafoyant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « *sale gréviste* », difficile de savoir s’ils étaient vraiment de la police, en heures sup’, ou s’il s’agissait de nervis patronaux d’extrême droite – ou les deux !

En difficulté, Macron agresse sous couvert « d’apaisement »

Ce comportement de la police, de la justice et de l’appareil d’État au service du patronat, fait suite à la politique engagée par le gouvernement pour imposer la réforme des retraites. Patronat et gouvernement se sont ligüés pour qu’on se tue au boulot jusqu’à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités. Et pour l’imposer, ils ont ouvert les vannes de la répression pour nous faire peur et baisser la tête. 540 personnes ont été arrêtées dans toute la France le 1er mai.

En guise de « *social* » et d’« *apaisement* », Macron promet une réduction d’impôts pour « *les classes moyennes* » : ceux qui,

selon lui, seraient « *trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre* », avec son mépris coutumier pour nous diviser et présenter les plus pauvres d’entre nous comme des assistés.

Mais la réduction d’impôt promise, c’est une aumône de 2 milliards, tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour les riches, c’est 162 milliards d’aides de l’État aux patrons... qui se traduisent par la casse de la santé, de l’école, de tous les services publics dégradés.

Quant à la réindustrialisation dont s’est vanté Macron à Versailles, le 15 mai dernier, en recevant au château une journée de richissimes patrons, il s’est agi une nouvelle fois de vanter « *l’attractivité de la France* » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

Pour les retraites, les salaires,

l’indemnisation du chômage, un même combat...

Tous en grève le 6 juin !

Macron semble avoir marqué un point avec le passage en force de sa loi mais lui et ses ministres ne peuvent plus faire un déplacement sans un concert de casseroles !

Le 6 juin, l’intersyndicale appelle à une nouvelle journée d’action avec comme objectif de faire pression sur les députés pour qu’ils soutiennent le groupe Liot (centre droit) qui propose de voter l’annulation de la loi.

Oui, nous avons bien des raisons de nous mettre en grève le 6 juin, pour les retraites, pour les salaires... mais sans aucune illusion sur ce qui peut se passer au Parlement ! Sans aucune illusion non plus sur le « *dialogue social* » que l’intersyndicale a réouvert avec Borne... avant de faire le constat une fois de plus qu’il n’y avait rien à discuter.

Notre colère qui s’est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. C’est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l’entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l’embauche en poste fixe des intérimaires... comme les centaines d’initiatives de contestations qui sont prises partout dans le pays.

La lutte contre la réforme des retraites n’est pas finie. Pour nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, l’enjeu est de renforcer nos solidarités, nos organisations pour la lutte. Soyons nombreux-ses pour le faire entendre le 6 juin.

Le 23 mai 2023

Dassault Biarritz : une attaque contre le droit de grève

Un collègue de Dassault Biarritz, militant CGT, a été mis à pied trois jours fin avril. Son tort ? Des absences « *injustifiées* »... lors des journées de grève et sur son temps de travail syndical ! Notre collègue avait été, par ailleurs, très investi dans le mouvement pour des augmentations de salaire en 2022. La direction ne l'a peut-être pas digéré.

Dassault a franchi un nouveau cap dans la lutte patronale contre le droit de grève. Face à cette attaque, une centaine de collègues et de soutiens se sont rassemblés pour exiger la suppression de toutes les sanctions, et ils ont bien raison, pas question de laisser passer une telle attaque.

Anarchie de la production : on ne paiera pas leur crise

Faute de pièces, une bonne partie de la production de Martignas est à l'arrêt. L'occasion de souffler, surtout quand les chefs nous lâchent la grappe sur notre productivité. Et on en profite d'autant plus qu'on se doute qu'ils nous feront trimer pour rattraper le retard. Mais si Dassault est incapable d'organiser la production, ce n'est pas notre problème, hors de question que les directions de Dassault et AAA nous imposent des augmentations de cadences pour rattraper le retard !

Nouvelle Convention Collective : la fabrique à profit

La fabrique de l'avenir, site de l'UIMM (union des industries et des métiers de la métallurgie) donne une idée de comment les patrons de la branche appréhendent cette refonte de toutes les conventions collectives en une seule.

Au-delà du bla bla habituel sur ce qui sera bien pour les travailleurs, ils écrivent : « *Ce texte porte de nombreuses innovations clés pour la branche. Il permet d'abord d'apporter une profonde simplification qui va permettre aux entreprises de gagner en compétitivité. Ce nouveau cadre permet également de mieux appréhender les métiers émergents et développer les emplois de demain.* »

Tout est presque dit, il s'agit de gagner en compétitivité. Faisons-leur confiance pour dire la vérité sur le sujet. Et sur le dos de qui ? De ceux qui travaillent, pardi !

Entente patronale contre nous

Dassault se vante largement dans la presse de recruter massivement... De nombreux collègues de la sous-traitance ont postulé et avaient leur chance puisque leur boulot est connu et qu'ils sont déjà formés. Sauf que beaucoup sont bloqués parce les directions de Dassault et des sous-traitants se sont entendues pour ne pas se « piquer » les salariés en CDI. La sous-traitance peine aus-

si à recruter et Dassault a besoin d'elle pour le business et la mise en concurrence pour tirer les prix vers le bas. Alors de nouveau, les salariés subissent la double peine : bas salaires et blocage de carrière ! « *La colère monte, monte, monte* »...

Non au militarisme et à la guerre !

Avec la nouvelle « *loi de programmation militaire* », Macron prévoit 413 milliards pour l'armée sur 6 ans, 40% de plus que la loi précédente.

Comme tous les gouvernements, ils préparent une généralisation des guerres dans une concurrence capitaliste de plus en plus exacerbée, où les pouvoirs sont prêts à tout pour se disputer des marchés, des zones d'influence, l'accès aux matières premières.

Bien évidemment, il y a un rapport entre cette « *économie de guerre* » et l'offensive antisociale et la répression des manifestants. Pour financer la guerre, l'Etat prend sur le budget des retraites, de la santé, de l'éducation, de tous les services publics. Il attaque les chômeurs, les allocataires du RSA, il ne fait rien pour le logement social. Et face à la révolte que provoque cette politique qui nous appauvrit, le pouvoir engage davantage de répression et arme de plus en plus la police.

A l'Assemblée nationale, dans la commission qui prépare cette loi, aucun député de la NUPES n'a voté contre. Pour mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant militariste qui ruine la société et prépare de nouvelles guerres, nous ne pourrions compter que sur notre révolte collective, notre contestation.

Mayotte : non à la guerre aux pauvres et aux migrants !

Un mois après son interruption par la justice, l'opération Wuambushu vient de reprendre à Mayotte. Au nom d'une prétendue lutte contre la délinquance, Darmanin envoie ces troupes pour détruire des centaines de cases dans les bidonvilles où logent des dizaines de milliers de pauvres. Et pour arrêter et expulser les migrants comoriens, habitants du même archipel.

L'Etat français ne règle aucun problème de l'île : ni la pauvreté, ni la pénurie de logements dignes, ni le manque d'école et de services de santé... Il réprime et détruit pour faire peur. Il encourage le racisme et les appels à la violence des politiciens locaux qui veulent faire croire que les problèmes des habitants de Mayotte seraient provoqués par ceux des Comores, encore plus misérables.

Darmanin et Macron utilisent les mêmes méthodes que Le Pen et l'extrême-droite : accuser les plus pauvres et les étrangers, nous diviser pour mieux régner... au service des capitalistes.

Ce sont ceux-là, nos véritables adversaires, à nous travailler-ses qu'ils exploitent quelles que soient nos couleurs et nos origines.